Gouvernement du Canada | Government of Canada

Ministère des Finances Canada

Canada

La revue financière
Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Février 2015 : excédent budgétaire de 4,6 milliards de dollars

Le mois de février 2015 s'est soldé par un excédent budgétaire de 4,6 milliards de dollars, en baisse de 0,6 milliard par rapport à l'excédent enregistré en février 2014. Les revenus ont diminué de 0,6 milliard (2,2 %), sous l'effet de la diminution de la plupart des sources de revenus fiscaux. Les charges de programmes ont augmenté de 0,3 milliard (1,7 %), en raison de la hausse des principaux transferts aux particuliers et des principaux transferts aux autres administrations, laquelle a été partiellement compensée par une diminution des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,4 milliard (16,3 %), principalement sous l'effet de rajustements moins importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation.

D'avril 2014 à février 2015 : excédent budgétaire de 5,9 milliards de dollars

Pour la période d'avril à février de l'exercice 2014-2015, le gouvernement a affiché un excédent budgétaire de 5,9 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 4,8 milliards pour la même période de l'exercice 2013-2014. Les revenus ont connu une hausse de 7,1 milliards (2,9 %), ce qui traduit la croissance de la plupart des sources de revenus. Les charges de programmes ont diminué de 2,5 milliards (1,1 %), en raison de la baisse des charges de programmes directes, laquelle a été partiellement compensée par la hausse des principaux transferts aux particuliers et des principaux transferts aux autres administrations. Les frais de la dette publique ont diminué de 1,1 milliard (4,3 %), principalement sous l'effet d'un taux d'intérêt effectif moyen moins élevé sur les obligations d'État.

Février 2015

Le mois de février 2015 s'est soldé par un excédent budgétaire de 4,6 milliards de dollars, en baisse de 0,6 milliard par rapport à l'excédent budgétaire enregistré en février 2014.

Les revenus ont totalisé 26,6 milliards de dollars en février 2015, en baisse de 0,6 milliard (2,2 %) par rapport à février 2014.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 0,2 milliard de dollars (2,1 %), ce qui découle du calendrier des recettes, qui a eu pour effet d'abaisser ces rentrées en février 2015.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont diminué de 0,4 milliard de dollars (5,9 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 12 millions de dollars (2,5 %).
- Les taxes et droits d'accise ont diminué de 0,2 milliard de dollars (4,5 %). Les revenus tirés de la taxe sur les produits et services (TPS) ont diminué de 0,2 milliard, les taxes sur l'énergie ont augmenté de 4 millions, les droits de douane à l'importation ont augmenté de 45 millions, et les autres taxes et droits d'accise ont diminué de 26 millions.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont progressé de 0,1 milliard de dollars (4,7 %).
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (4,5 %).

Les charges de programmes ont atteint 20,2 milliards de dollars en février 2015, en hausse de 0,3 milliard (1,7 %) par rapport à février 2014.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont progressé de 0,2 milliard de dollars (2,7 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,2 milliard (6,0 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 5 millions (0,3 %). Les prestations pour enfants, qui comprennent la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants, ont diminué de 49 millions (4,5 %).
- Les principaux transferts aux autres administrations englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux autres programmes sociaux (principalement le Transfert canadien en matière de santé [TCS] et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux [TCPS]), les paiements en vertu d'accords fiscaux et d'autres transferts (péréquation, transferts

aux territoires et un certain nombre de transferts plus modestes), les transferts aux provinces pour le compte des villes et des collectivités du Canada et l'abattement d'impôt du Québec. Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (4,7 %), sous l'effet des augmentations prévues dans la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires.

- Les charges de programmes directes comprennent les paiements de transfert aux particuliers et aux organisations qui ne sont pas constatés dans les principaux transferts aux particuliers ou aux autres administrations, ainsi que les autres charges de programmes directes, qui comprennent les charges de fonctionnement de la Défense nationale et des autres ministères et organismes de même que les charges des sociétés d'État. Les charges de programmes directes ont diminué de 0,1 milliard de dollars (0,6 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :
  - Les paiements de transfert ont augmenté de 18 millions de dollars (0,7 %).
  - Les autres charges de programmes directes ont diminué de 0,1 milliard de dollars (1,2 %).

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,4 milliard de dollars (16,3 %), principalement sous l'effet de rajustements moins importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation.

D'avril 2014 à février 2015

La période d'avril à février de l'exercice 2014-2015 s'est soldée par un excédent budgétaire de 5,9 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 4,8 milliards pour la même période de 2013-2014.

Les revenus ont progressé de 7,1 milliards de dollars (2,9 %) pour s'établir à 249,9 milliards.

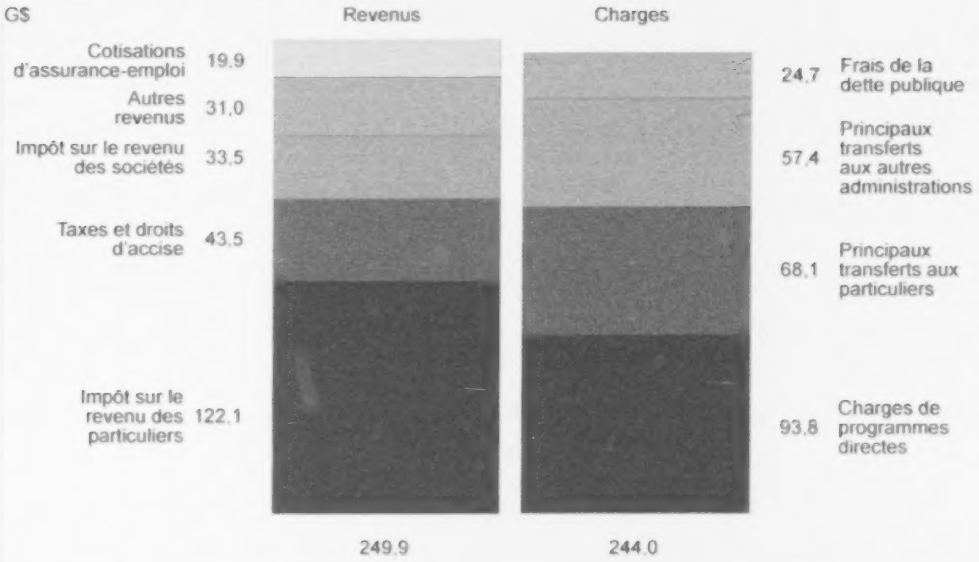
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 2,6 milliards de dollars (2,2 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont progressé de 1,8 milliard de dollars (5,7 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont diminué de 0,2 milliard de dollars (3,9 %).
- Les taxes et droits d'accise ont augmenté de 1,3 milliard de dollars (3,0 %). Les rentrées de TPS ont augmenté de 0,5 milliard (1,8 %), les taxes sur l'énergie de 0,1 milliard, les droits de douane à l'importation de 0,3 milliard, et les autres taxes et droits d'accise de 0,4 milliard.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont progressé de 0,8 milliard de dollars (4,0 %), ce qui traduit la croissance de la rémunération.
- Les autres revenus ont augmenté de 0,9 milliard de dollars (3,6 %).

Les charges de programmes ont totalisé 219,3 milliards de dollars, en baisse de 2,5 milliards (1,1 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 1,9 milliard de dollars (2,9 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 1,7 milliard (4,5 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,4 milliard (2,5 %) et les prestations pour enfants ont diminué de 0,2 milliard (1,7 %).
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 2,1 milliards de dollars (3,9 %), principalement sous l'effet des augmentations prévues dans la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires.
- Les charges de programmes directes ont diminué de 6,5 milliards de dollars (6,5 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :
  - Les paiements de transfert ont diminué de 3,5 milliards de dollars (11,0 %), principalement sous l'effet de la comptabilisation en 2013-2014 d'un passif relatif à l'aide aux sinistrés par suite des inondations survenues en 2013 en Alberta. La baisse des paiements de transfert est également attribuable à la diminution des charges liées à la réévaluation du passif du gouvernement en faveur de l'Ontario représentant la part de la province (un tiers) de la participation du gouvernement dans le capital de General Motors.
  - Les autres charges de programmes directes ont reculé de 3,0 milliards de dollars (4,4 %), ce qui s'explique en grande partie par des coûts plus faibles au titre des régimes de retraite et avantages des employés en fonction des évaluations actuarielles les plus récentes du gouvernement.

Les frais de la dette publique ont diminué de 1,1 milliard de dollars (4,3 %), en raison surtout d'un taux d'intérêt effectif moyen moins élevé sur les obligations d'État.

Revenus et charges (d'avril 2014 à février 2015)



Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Besoins financiers de 3,8 milliards de dollars d'avril 2014 à février 2015

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où ils sont gagnés ou elles sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées ou les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, y compris le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu de l'excédent budgétaire de 5,9 milliards de dollars et des besoins financiers de 9,7 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril 2014 à février 2015 s'est soldée par des besoins financiers de 3,8 milliards, comparativement à des ressources financières de 8,6 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Activités nettes de financement en hausse de 6,1 milliards de dollars

Le gouvernement a comblé ses besoins financiers de 3,8 milliards de dollars et augmenté les soldes de trésorerie de 2,3 milliards en haussant de 6,1 milliards l'encours de la dette non échue. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables.

Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs tels que les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin de février 2015, les soldes de trésorerie s'élevaient à 28,4 milliards de dollars, en baisse de 1,9 milliard par rapport à ceux enregistrés à la fin de février 2014.

Tableau 1
État sommaire des opérations
M$

	Février		Avril à février	
	2014[1]	**2015**	**2013–2014[1]**	**2014–2015**
Opérations budgétaires				
Revenus	27 231	26 641	242 817	249 923
Charges				
Charges de programmes	-19 876	-20 214	-221 756	-219 273
Frais de la dette publique	-2 151	-1 801	-25 823	-24 715
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	5 204	4 626	-4 762	5 935
Opérations non budgétaires	-567	-2 351	13 408	-9 733
Ressources ou besoins financiers	4 637	2 275	8 646	-3 798
Variation nette dans les activités de financement	-6 397	-10 651	-2 718	6 117
Variation nette dans l'encaisse	-1 760	-8 376	5 928	2 319
Encaisse à la fin de la période			30 242	28 391

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

[1] Certains chiffres de l'exercice précédent ont fait l'objet d'un reclassement de façon à tenir compte d'une modification apportée à la convention comptable du gouvernement relativement aux opérations de rachat d'obligations, comme il est indiqué dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada* de 2013-2014.

Tableau 2
Revenus

	Février			Avril à février		
	2014 (M$)	2015 (M$)	Variation (%)	2013–2014 (M$)	2014–2015 (M$)	Variation (%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	11 635	11 393	-2,1	119 440	122 051	2,2
Impôt sur le revenu des sociétés	6 945	6 533	-5,9	31 673	33 482	5,7
Impôt sur le revenu des non-résidents	487	499	2,5	5 941	5 712	-3,9
Total des impôts sur le revenu	19 067	18 425	-3,4	157 054	161 245	2,7
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 351	2 168	-7,8	28 389	28 912	1,8
Taxes sur l'énergie	457	461	0,9	4 993	5 072	1,6
Droits de douane à l'importation	345	390	13,0	3 900	4 165	6,8
Autres taxes et droits d'accise	409	383	-6,4	4 907	5 316	8,3
Total des taxes et droits d'accise	3 562	3 402	-4,5	42 189	43 465	3,0
Total des revenus fiscaux	22 629	21 827	-3,5	199 243	204 710	2,7
Cotisations d'assurance-emploi	2 594	2 715	4,7	19 173	19 935	4,0
Autres revenus	2 008	2 099	4,5	24 401	25 278	3,6
Total des revenus	27 231	26 641	-2,2	242 817	249 923	2,9

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Table 3
Charges

	Février			Avril à février		
	2014 (M$)	2015 (M$)	Variation (%)	2013 –2014 (M$)	2014 –2015 (M$)	Variation (%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations pour les aînés	3 533	3 745	6,0	38 271	39 977	4,5
Prestations d'assurance-emploi	1 685	1 690	0,3	15 858	16 255	2,5
Prestations pour enfants	1 092	1 043	-4,5	12 073	11 864	-1,7
Total	6 310	6 478	2,7	66 202	68 096	2,9
Principaux transferts aux autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	2 545	2 676	5,1	27 999	29 438	5,1
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 018	1 048	2,9	11 197	11 533	3,0
Total	3 563	3 724	4,5	39 196	40 971	4,5
Accords fiscaux et autres transferts	1 565	1 625	3,8	17 917	18 547	3,5
Villes et collectivités du Canada	29	26	-10,3	1 997	1 958	-2,0
Abattement d'impôt du Québec	-348	-340	-2,3	-3 866	-4 098	6,0
Total	4 809	5 035	4,7	55 244	57 378	3,9
Charges de programmes directes						
Paiements de transfert						
Affaires autochtones et Développement du Nord	392	526	34,2	5 109	5 492	7,5
Agriculture et Agroalimentaire	274	109	-60,2	1 222	873	-28,6
Emploi et Développement social	474	410	-13,5	5 271	5 168	-2,0
Affaires étrangères, Commerce et Développement	314	427	36,0	2 549	2 393	-6,1
Santé	101	100	-1,0	2 490	2 630	5,6

Industrie	194	170	-12,4	2 221	1 985	-10,6
Autres	788	813	3,2	13 300	10 082	-24,2
Total	2 537	2 555	0,7	32 162	28 623	-11,0
Autres charges de programmes directes						
Sociétés d'État	579	811	40,1	6 813	6 923	1,6
Défense nationale	1 761	1 752	-0,5	18 575	18 378	-1,1
Tous les autres ministères et organismes	3 880	3 583	-7,7	42 760	39 875	-6,7
Total des autres charges de programmes directes	6 220	6 146	-1,2	68 148	65 176	-4,4
Total des charges de programmes directes	8 757	8 701	-0,6	100 310	93 799	-6,5
Total des charges de programmes	19 876	20 214	1,7	221 756	219 273	-1,1
Frais de la dette publique[1]	2 151	1 801	-16,3	25 823	24 715	-4,3
Total des charges	22 027	22 015	-0,1	247 579	243 988	-1,5

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Les chiffres de l'exercice précédent ont fait l'objet d'un reclassement de façon à tenir compte d'une modification apportée à la convention comptable du gouvernement relativement aux opérations de rachat d'obligations, comme il est indiqué dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada* de 2013-2014.

Tableau 4
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers
M$

	Février		Avril à février	
	2014	2015	2013–2014	2014–2015
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	5 204	4 626	-4 762	5 935
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-248	-636	-3 652	-3 549
Autres activités d'investissement	7 686	-67	36 809	3 101
Régimes de retraite et autres passifs	379	358	4 758	2 104
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	-4 289	-3 286	-13 759	-6 917
Opérations de change	-4 372	936	-14 157	-7 884
Amortissement des immobilisations corporelles	277	344	3 409	3 412
Total des autres activités	-8 384	-2 006	-24 507	-11 389
Total des opérations non budgétaires	-567	2 351	13 408	-9 733
Ressources ou besoins financiers	4 637	2 275	8 646	-3 798

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5
Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement
M$

	Février		Avril à février	
	2014	**2015**	**2013 –2014**	**2014 –2015**
Ressources ou besoins financiers	4 637	2 275	8 646	-3 798
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	-3 209	-5 903	13 137	10 098
Bons du Trésor	-7 100	-3 500	-25 900	-7 800
Titres au détail	-60	-32	-1 136	-662
Autres	0	0	0	0
Total	-10 369	-9 435	-13 899	1 636
Emprunts en devises	3 752	-483	5 469	-316
Total	-6 617	-9 918	-8 430	1 320
Réévaluation de swaps de devises	49	-1 131	5 725	4 218
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés[1]	164	409	19	943
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	7	-11	-32	-364
Variation nette dans les activités de financement	-6 397	-10 651	-2 718	6 117
Variation dans l'encaisse	-1 760	-8 376	5 928	2 319

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Les chiffres de l'exercice précédent ont fait l'objet d'un reclassement de façon à tenir compte d'une modification apportée à la convention comptable du gouvernement relativement aux opérations de rachat d'obligations, comme il est indiqué dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada* de 2013-2014.

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif
M$

	31 mars 2014	28 février 2015	Variation
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	111 421	117 840	6 419
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	473 319	483 417	10 098
Bons du Trésor	152 990	145 190	-7 800
Titres au détail	6 327	5 665	-662
Total partiel	632 636	634 272	1 636
Payable en devises	16 030	15 714	-316
Compte de réévaluation de swaps de devises	2 326	6 544	4 218
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	3 184	4 127	943
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	4 782	4 418	-364
Total de la dette non échue	658 958	665 075	6 117
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	153 083	152 722	-361
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	71 409	73 744	2 335
Autres passifs	5 914	6 044	130
Total des régimes de retraite et autres passifs	230 406	232 510	2 104
Total de la dette portant intérêt	889 364	897 585	8 221
Total des passifs	1 000 785	1 015 425	14 640
Actifs financiers			

Trésorerie et créances	128 574	144 229	15 655
Comptes d'opérations de change	72 262	80 146	7 884
Prêts, placements et avances (nets des provisions)[1]	117 635	112 362	-5 273
Total des actifs financiers	318 471	336 737	18 266
Dette nette	682 314	678 688	-3 626
Actifs non financiers	70 433	70 570	137
Dette fédérale (déficit accumulé)	611 881	608 118	-3 763

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Le montant du 28 février 2015 inclut des pertes de 2,2 milliards de dollars au titre des autres éléments du résultat global enregistrées par les sociétés d'État entreprises et les autres entreprises d'État pour la période d'avril 2014 à février 2015.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Glenn Purves au 613-369-5655.

Avril 2015

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2015)

Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document doit être adressée au ministère des Finance Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF
ISSN : 1487-0134